



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements,
et de la Transition Écologique

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de fournitures courantes et de services

Collecte, transport et traitement des déchets d'activités économiques non dangereux



Ce marché comporte une clause environnementale

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-133	Page 1/17
------	--------------------------------	-----------

I. TABLE DES MATIERES

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	3
II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	4
Article 1. représentant du pouvoir adjudicateur	4
III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE	5
Article 2. Objet du marché	5
Article 3. Description DU MARCHE	5
3.1. Type de marché	5
3.2 Procédure de passation	5
3.3 Forme du marché	5
3.5 Classification CPV	5
3.6. Décomposition en lots et quantités maximum	5
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE	6
Article 5. Pièces contractuelles	7
IV. PRIX ET REGLEMENTS	7
Article 6. Forme des prix	7
Article 7. Contenu des prix	7
Article 8. Modalités de révision des prix (hors valeur de rachat)	8
8.1 Modalités de calcul de la révision	8
8.2 Périodicité de la révision	8
8.3. Clause butoir	9
8.4. Clause de sauvegarde	9
Article 9. Avances	9
Article 10. Retenue de garantie	9
Article 11. Acompte, règlement définitif et solde	9
Article 12. Présentation des demandes de paiement	9
Article 13. Délai de paiement	10
Article 14. Titulaire étranger	11
Article 15. Nantissement et cession de créance	11
V. EXECUTION	12
Article 16. Évolution technique, technologique ou réglementaire	12
Article 17. Livraison des fournitures	12
Article 18. Modalités d'émission des bons de commandes	12
Article 19. Garantie	13
Article 20. Exécution complémentaire	13
Article 21. Sous-traitance	13
Article 22. Changements affectant le titulaire	13
Article 23. Assurance	14
Article 24. Discretion et confidentialité	14
Article 25. Clause d'extension	14
VI. DIFFERENDS ET LITIGES	14
Article 26. Pénalités	14
Article 27. Résiliation du marché	15
Article 28. Exécution aux frais et risques du titulaire	16
Article 29. Droit applicable et tribunal compétent	16
VII. DEROGATIONS AU CCAG	17

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisislle.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement)

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours
Représentant du pouvoir adjudicateur : Floriane RIVIERE Directrice Générale du CHRU de Tours
Adresse : 37044 TOURS Cedex 9
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Référent administratif du dossier : **Mme AVENET**
Adresse : CHRU de Tours
Direction des Achats, de la Logistique,
des Approvisionnements, et de la Transition Écologique
37044 TOURS Cedex 9
Téléphone : 02.34.38.94.79
Courrier électronique : f.avenet@chu-tours.fr

Référent technique du dossier : M. FOUASSIER
Téléphone : 02 47 47 70 71
Courrier électronique : m.fouassier@chu-tours.fr

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

La présente procédure a pour objet la collecte, le transport et le traitement des déchets d'activités économiques (DAE) non dangereux du CHRU de TOURS, du CH de Loches et du CH du Chinonais.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHÉ

3.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service : 16	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offre. Elle est soumise aux dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 (procédure formalisée) du code de la commande publique

3.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

3.5 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est le code 90513000-6 (Services de traitement et d'élimination des ordures ménagères et des déchets non dangereux).

3.6. Décomposition en lots et quantités maximum

La présente consultation comporte 6 lots :

CHRU de Tours	CCAP n°2025-GHT-PREST-133	Page 5/17
---------------	---------------------------	-----------

N° de lot	Intitulé	Quantités annuelles maximum
1	Mise à disposition de bennes, collecte et traitement des DAE non dangereux inertes, des documents papier des archives et du bois pour le CHRU de Tours	Volume de déchets : 110 T Nombre d'enlèvements : 70
2	Réception et traitement des déchets verts pour le CHRU de Tours	Volume de déchets : 180 T Nombre de transports : 50
3	Collecte et traitement des biodéchets du CHRU de Tours	Volume de déchets : 80 T Nombre d'enlèvements : 120
4	Mise à disposition de compacteurs, collecte et valorisation des déchets recyclables du CHRU de Tours	Volume de déchets : 300 T Nombre d'enlèvements : 70
5	Mise à disposition de bennes, collecte et valorisation des DAE non dangereux du CH de Loches	Volume de déchets : 80 T Nombre d'enlèvements : 60
6	Mise à disposition de bennes, collecte et valorisation des DAE non dangereux du CH du Chinonais	Volume de déchets : 40 T Nombre d'enlèvements : 30

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre.

Les quantités sont contractuelles et déterminent le plafond de commandes pouvant être émises auprès du ou des titulaires.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHÉ

La durée maximum d'exécution des marchés est de 48 mois comme détaillée ci-dessous :

Les marchés débutent à compter du 15 janvier 2026, ou de la date de notification si postérieure.

Pour le lot n°4, la durée du marché est de 4 ans.

Pour les autres lots, la durée initiale des marchés est de 12 mois.

Les marchés pourront être reconduits tacitement **3** fois pour une durée de 12 mois soit jusqu'au 14 janvier 2030.

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard **2** mois avant la fin de la durée du (des) marché(s) une décision de non reconduction.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-GHT-PREST-133	Page 6/17
---------------	---------------------------	-----------

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- l'acte d'engagement et ses annexes, dont le bordereau de prix unitaires
- 2- le présent Cahier des Clauses Administratives particulières
- 3- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- 4- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 5- l'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

IV. PRIX ET REGLEMENTS

ARTICLE 6. FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix unitaires. Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Valeur de rachat de la matière, le cas échéant : la valeur de rachat est calculée sur la base des indices en vigueur. Ces indices sont au libre choix du titulaire mais devront être justifiés dans le mémoire technique, ainsi que la révision mensuelle des prix d'achat des matières valorisables. En aucun cas, les recettes ne pourront être un coût pour l'établissement et les déclassements pouvant intervenir sur les matières devront être fortement justifiés.

ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et à l'hébergement sur le site du CHRU de Tours.

Il ne pourra pas être appliqué de frais afférents à un minimum de commande en quantité ou en valeur.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-GHT-PREST-133	Page 7/17
---------------	---------------------------	-----------

ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX (HORS VALEUR DE RACHAT)

8.1 Modalités de calcul de la révision

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois d'octobre 2025. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les prix sont fermes jusqu'au 31/12/2027.

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (I_n / I_o)$$

P_n = prix révisé HT

P_o = prix initial HT

I_n : valeur du dernier index publié à la date de la révision

I_o : valeur du dernier index connue au mois Mo de remise des offres.

Pour les coûts de traitement, l'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.21 – Traitement et élimination des déchets non dangereux - Identifiant 010764002.

Pour tous les autres coûts, l'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.11 – Collecte des déchets non dangereux - Identifiant 010764303.

8.2 Périodicité de la révision

Les prix pourront être révisés 2 fois sur la durée du (des) marché(s), selon le calendrier suivant :

- 1^{ère} révision : 01/01/2028
- 2^{ème} révision : 01/01/2029

La demande de révision est adressée à la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et la Transition Écologique (DALATE) par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le 1er décembre à l'adresse suivante :

CHRU de TOURS
Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements,
et de la Transition Écologique
Mme AVENET
37044 TOURS cedex 9

CHRU de Tours	CCAP n°2025-GHT-PREST-133	Page 8/17
---------------	---------------------------	-----------

8.3. Clause butoir

L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 3 % par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 3% le CHRU de Tours négociera le taux d'évolution du prix avec le(s) titulaire(s).

8.4. Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur ne puisse prétendre à une indemnisation, si la hausse des prix excède 6%.

ARTICLE 9. AVANCES

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au(x) titulaire(s) du (des) marché(s).

ARTICLE 11. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Le marché donne lieu à des versements à titre de règlements partiels définitifs, dans les conditions fixées ci après.

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif.

ARTICLE 12. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

La facturation est mensuelle à terme échu.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

CHRU de Tours	CCAP n°2025-GHT-PREST-133	Page 9/17
---------------	---------------------------	-----------

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- date de la facture ;
- désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- numéro du bon de commande ;
- code d'identification du service en charge du paiement ;
- date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- lieu de livraison
- montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- taux et montant de la TVA
- montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- montants nets totaux HT et TTC de la facture

Lors du dépôt de la facture destinée au CHRU de Tours sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 700 189 000 16
- CODE SERVICE (obligatoire) : PREST
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS, au format indiqué (année/code service/numéro de commande)

Pour les lots 5 et 6 (CH du Chinonais et de Loches), les modalités de dépôts sur Chorus seront indiquées au titulaire lors de la mise en place du marché.

ARTICLE 13. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à réception de facture.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date d'admission des prestations.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-GHT-PREST-133	Page 10/17
---------------	---------------------------	------------

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 14. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire(s) est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 15. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-GHT-PREST-133	Page 11/17
---------------	---------------------------	------------

V. EXECUTION

ARTICLE 16. ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technique et/ou technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

Le CHRU de Tours reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU de Tours pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 17. LIVRAISON DES FOURNITURES

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison comportant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande et le numéro de lot ou de série.

Avant toute livraison, les titulaires des marchés sollicitent l'accord du responsable du service de la salubrité (02.47.47.76.17).

Lorsque les titulaires ne peuvent honorer une commande dans sa totalité, ils doivent en informer le représentant du CHRU de Tours dont les coordonnées figurent sur le bon de commande, qui prendra toutes dispositions nécessaires à l'intérêt du CHRU de Tours en différant la livraison ou en annulant la commande.

En aucun cas la substitution des produits ne sera acceptée sans accord préalable du représentant du CHRU de Tours.

ARTICLE 18. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES

Pour les lots 1 à 4, les bons de commande seront signés par un représentant du CHRU de Tours ayant reçu délégation de la Directrice Générale du CHRU de Tours.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- ✓ le type de prestation
- ✓ le délai d'exécution du bon de commande
- ✓ les lieux de livraison
- ✓ le montant du bon de commande
- ✓ la référence du marché
- ✓ le numéro de la commande
- ✓ la désignation de la fourniture ou de la prestation

CHRU de Tours	CCAP n°2025-GHT-PREST-133	Page 12/17
---------------	---------------------------	------------

- ✓ le prix net unitaire HT
- ✓ les informations concernant la facturation

ARTICLE 19. GARANTIE

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS. Elle est précisée dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 20. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

ARTICLE 21. SOUS-TRAITANCE

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au CHRU de Tours une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner.

ARTICLE 22. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- ses coordonnées bancaires

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-GHT-PREST-133	Page 13/17
---------------	---------------------------	------------

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

ARTICLE 23. ASSURANCE

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 24. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

ARTICLE 25. CLAUSE D'EXTENSION

En application des articles R2194-1, R2194-2, R2194-5 à R2194-8 du code de la commande publique, le présent marché pourra être complété, par voie d'avenant, par l'adhésion du/des CH présent(s) dans la liste des établissements prévue au Chapitre du présent CCAP.

VI. DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 26. PENALITES

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CHRU de Tours ou en cas de manquement du CHRU de Tours à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-GHT-PREST-133	Page 14/17
---------------	---------------------------	------------

En cas de non livraison, enlèvement ou intervention dans le délai contractuel à compter de la date d'envoi du bon de commande ou du mail, il sera appliqué au(x) titulaire(s) une pénalité de 200 € TTC euros par jour de retard.

La date de référence sera la date de livraison ou exécution initialement prévue ou celle reconduite.

Les livraisons ou exécutions partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

En cas défaut d'entretien des bennes ou des compacteurs, un forfait de 100 € TTC pourra être appliqué par manquement.

En cas de panne d'un compacteur supérieure à 48 heures, une pénalité de 50 € TTC par jour supplémentaire pourra être appliqué.

Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

ARTICLE 27. RESILIATION DU MARCHE

27.1 Motifs de résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par le(s) titulaire(s) dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-GHT-PREST-133	Page 15/17
---------------	---------------------------	------------

27.2 Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 28. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

28.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

28.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE 29. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-GHT-PREST-133	Page 16/17
---------------	---------------------------	------------

VII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 4.1	Article 13.1.1	Début du délai d'exécution différent de la date de notification
Article 26	Article 14	Pénalités
Article 27.1	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 0	Article 14.1	Indemnité de résiliation
Article 28	Article 45	Exécution aux frais et risques